



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
24 Boulevard des Alliés
70000 Vesoul

Vesoul, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE MEAC SAS

BP 11
70700 Gy

Références : UID257090/SPR/LG/2024-0606A
Code AIOT : 0005901833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC SAS
- Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy
- Code AIOT : 0005901833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1920 du 12 juillet 2007, pour une durée de 30 ans.

L'extraction est autorisée à un rythme moyen de 420 000 tonnes par an et 500 000 tonnes par an au maximum.

Le gisement exploité est du calcaire, afin de produire du carbonate de calcium, dans l'usine du Groupe MEAC située juste à côté de la carrière.

Les parties du gisement qui ont une teneur en carbonates de calcium inférieure à 95 % sont utilisés pour la fabrication de granulats. Du sable est également un co-produit du site. Celui-ci est commercialisé pour différentes applications de construction, tels que la fabrication d'enrobés. 3 personnes travaillent sur la carrière.

Les installations contrôlées sont : carreau et fronts, installations de traitement des matériaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26	Demande d'action corrective	15 jours
12	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23	Sans objet
2	Mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 24	Sans objet
3	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 29	Sans objet
4	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 15.1.1	Sans objet
6	Avancement de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.3	Sans objet
7	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.1	Sans objet
8	Cote minimale	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.3	Sans objet
9	Trafic poids lourds	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 22 bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Rétention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 25.2	Sans objet
13	Bilan annuel des mesures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives de sorte que le stationnement des engins, en dehors des heures d'activité, se fasse sur une aire étanche. Il doit également modifier le plan de surveillance des émissions de poussières pour y intégrer au minimum une jauge de type "a" (station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23
Thème(s) : Autre, Registre et plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètres sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et les banquettes découpant les fronts, - les zones remises en état, - la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan d'avancement de la carrière. Ce plan mentionne les limites du périmètre d'autorisation, les bords de la fouille, les cotes d'altitude des points significatifs. L'exploitant a présenté un deuxième plan, faisant apparaître l'avancement de la remise en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan mentionnant l'avancement de la remise en état n'est pas légendé. Une légende devrait être utilement ajoutée. De plus, il serait préférable que les zones remises en état apparaissent sur le même plan que l'avancement du phasage, de sorte que tous les éléments listés dans la prescription ci-dessus apparaissent sur un seul et même plan. Cela permettrait de visualiser plus aisément l'avancement</p>

global de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 24
Thème(s) : Autre, Registre et plans
Prescription contrôlée : Ce plan [le plan de la carrière] est mis à jour au moins une fois par an; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier plan, qui est daté du 06/12/2023, soit il y a moins d'un an, ce qui est conforme à la prescription ci-dessus. Le plan d'exploitation devra être mis à jour d'ici la fin de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau des habitations les plus proches, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques. Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La charge unitaire ne peut dépasser 80 kg d'explosifs. [...]
Constats : Actuellement, un tir de mines a lieu une fois par mois en moyenne. L'exploitant a transmis les trois derniers plans de tir (mars, avril, mai). La charge unitaire utilisée lors de ces tirs était de 47,2 kg au maximum. Une mesure des vibrations et de la surpression a lieu à chaque tir de mines. Le point de mesure est localisé chez une riveraine, habitant l'une des premières maisons de la ville de Gy, et située à environ 950 m à vol d'oiseau de la carrière. Les mesures effectuées lors du dernier tir (15 mai 2024) montrent une vitesse particulière inférieure à 0,3 mm/s, selon les trois axes de construction, et une surpression inférieure à 100 dB. Ces constats sont conformes à la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4
Thème(s) : Autre, Gisement
Prescription contrôlée : [...] la quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 420 000 tonnes. La production pourra atteindre 500 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
Constats : D'après les données déclarées par l'exploitant dans GEREP, entre 2020 et 2023, la quantité de matériaux extraits est bien inférieure à la quantité annuelle moyenne autorisée à extraire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 15.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans, le montant des garanties financières prévu à l'article 14 est actualisé, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.
Constats : Le montant de l'acte de cautionnement, valable du 13 juillet 2023 au 12 juillet 2027, s'élève à 1 095 770 €. Ce montant est en cohérence avec l'avancement de l'exploitation, qui a pris du retard par rapport au phasage initialement prévu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Avancement de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.3
Thème(s) : Autre, Phasage de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction doit être réalisée suivant les six phases décrites dans les annexes précitées et détaillées à l'article 19.2 ci-après.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est en retard par rapport au phasage initialement prévu. L'exploitation est en début de phase 3.</p> <p>L'exploitation se fait actuellement sur trois fronts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 fronts dans la partie nord, avançant vers le sud - 1 front sur la partie ouest, avançant vers l'ouest.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gisement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel sera de 48 m (3m de terre et plaquettes + 3 fois 15 m) au plus, divisée en trois gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun ; ils seront séparés par une banquette sensiblement horizontale de 15 m de largeur en cours d'exploitation et ramenée à 5 m en position ultime.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan d'exploitation transmis par l'exploitant, l'épaisseur d'extraction, la hauteur des gradins et la largeur de banquette sont conformes à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Cote minimale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gisement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation ne doit pas se situer au-dessous de 275 mètres NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan d'exploitation transmis par l'exploitant, la cote minimale est 275 m NGF, ce qui est conforme à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Trafic poids lourds

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 22 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Trafic routier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Le trafic poids lourds s'effectue selon [...] les prescriptions prévues à l'article 11 du présent arrêté dans la limite de 137 rotations par jour au maximum.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre des rotations de camions. Toutefois, d'après les éléments transmis par l'exploitant, sur l'année 2023, la quantité de produits expédiés (carrière et usine de carbonates confondues) était au maximum de 2000 tonnes par jour, ce qui représente, d'après lui, moins de 137 rotations par jour, en prenant comme hypothèse un tonnage de 30 t par camion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux doivent être collectées selon leur nature et, le cas échéant, la concentration des produits qu'elles transportent et être acheminées vers les traitements dont elles sont justiciables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci-après : [...]
<p>26.2 Eaux vannes et usées</p> <p>Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos devront être traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur (arrêté du 06 mai 1996) ou être intégralement collectées.</p>
<p>26.3 Eaux pluviales et eaux d'exhaure</p> <p>Les eaux pluviales et les eaux d'exhaure non polluées sont à collecter si nécessaire pour être rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NFT 90 105), - DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : < 125 mg/l (norme NFT 90 101), - hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NFT 90 114).
<p>26.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretien, vidange, petites répartitions des engins, stationnement des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.3, ci-dessus.</p>
Constats : La maintenance et l'entretien des engins se fait dans un bâtiment dédié, situé dans le périmètre d'autorisation de l'usine de carbonates.
Il n'y a pas d'aire étanche sur l'emprise de la carrière, les engins stationnent sur le sol nu, à proximité de l'entrée de la carrière. Ce constat est une non-conformité à la prescription ci-dessus. En cas de fuites d'hydrocarbures sur les engins, lors de leur stationnement, cela pourrait entraîner

la pollution du sol.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, de mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour que les engins stationnent sur une aire étanche.</p> <p>Il pourra pour cela soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire stationner les engins sur une aire étanche existante dans le périmètre d'autorisation de l'usine de carbonates, - ou mettre en place une aire étanche dans l'emprise de la carrière. <p>En cas de stationnement extérieur, l'aire étanche devra disposer d'un point bas, permettant la collecte des eaux pluviales de ruissellement, puis leur traitement dans un décanteur-déshuileur équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>Dans un délai de quinze jours, il informera l'inspection de l'option choisie et transmettra un calendrier de mise en œuvre.</p> <p>Une fois l'option choisie effectivement mise en place, l'exploitant transmettra toutes preuves de la mise en œuvre effective de l'aire étanche (photos, facture, etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 100 litres.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'emprise de la carrière, il n'y a pas de stockage de liquide susceptible de créer une pollution. En effet, les produits d'entretien des engins sont stockés dans un bâtiment dédié sur l'emprise de l'usine de carbonates.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan annuel de suivi des retombées de poussières de 2023. La fréquence de mesures des retombées de poussières est semestrielle depuis 2020. En 2023, les campagnes de mesures étaient au nombre de 2 et ont respectivement duré 35 et 28 jours. La moyenne des retombées atmosphériques au niveau des jauges de type (b) se situe entre 50 et 82,5 mg/m ² /j, ce qui est conforme à la valeur (500 mg/m ² /j) prévue au paragraphe 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Le plan de surveillance comprend 3 jauges de type (b) et 4 jauges de type (c). Il n'y a pas de jauges de type (a). De plus, le rapport de mesures n'apporte aucune explication à cette absence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, avant la prochaine campagne de mesures, de modifier le plan de surveillance afin d'intégrer, au minimum, une jauge de type (a), conformément à la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Bilan annuel des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

Le bilan annuel de 2023, émis le 19 février 2024, a été transmis à l'inspection par l'exploitant. De plus, les valeurs mesurées sont retranscrites dans GEREPE chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite